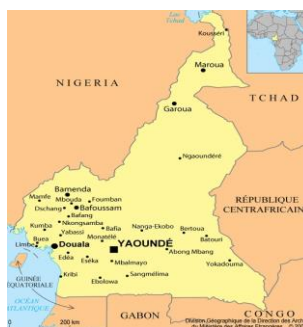


CAMEROUN : FICHE PAYS AVRIL 2023



Catégorie OCDE (2022) : 6/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : B- / B2 / B

Change : Franc CFA d'Afrique Centrale (XAF) / Régime de change fixe ancré à l'euro
Horizon de réduction des GES: -35% horizon 2030

FORCES

- 1^{ère} économie de la CEMAC
- Ressources agricoles, pétrolières/ gazières et minières
- Stabilisation du déficit public qui reste modéré

FAIBLESSES

- Comptes extérieurs et publics dépendants du pétrole
- Risque de surendettement élevé
- Environnement des affaires difficile
- Insécurité dans l'extrême-Nord, tensions avec la minorité anglophone.

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : la croissance en 2022 (3,4%), contrainte par l'inflation et des taux d'intérêt élevés pourrait accélérer en 2023-24 à plus de 4%. L'investissement devrait bénéficier de différents projets du plan de développement. La tendance à la baisse de la production de pétrole devrait limiter la contribution du secteur pétrolier. La production de gaz est revanche bien orientée. Des incertitudes continuent à peser sur ces prévisions, tant internationales (évolution de la situation en Ukraine, des cours des matières premières et des conditions de financement) que nationales (tensions sociales et politiques, situation sécuritaire dans les régions anglophones et au Nord du pays).
- **Vulnérabilité des comptes publics** : la progression des recettes d'hydrocarbures a permis de maintenir un déficit en-deçà de -3% du PIB en 2022 (-2,3%) malgré la hausse des dépenses, en particulier de subventions. La poursuite des efforts de réduction du déficit en 2023-24 pourrait se heurter aux risques de tensions sociales que provoquerait la disparition des subventions mais aussi à la hausse des dépenses de défense / sécurité, tandis que les recettes pétrolières devraient moins augmenter qu'en 2022. L'endettement pourrait amorcer une baisse en 2023 à moins de 45% du PIB, mais le niveau élevé de la charge d'intérêts reste une source de vulnérabilités.
- **Vulnérabilité extérieure** : exportateur de pétrole et d'autres matières premières, le Cameroun devrait continuer à bénéficier de cours élevés au moins en 2023, mais dans une moindre mesure qu'en 2022. La hausse des besoins en biens importés (biens alimentaires, énergie, équipements) devrait amener le déficit aux alentours de -3%, qui reste un niveau modéré. Le ratio de dette extérieure pourrait se réduire et avoisiner les 30% du PIB d'ici 2024 (35% en 2022). Malgré des efforts pour améliorer le profil de remboursement, le risque de surendettement reste élevé en raison du poids du service de la dette.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : la capitalisation du secteur bancaire est satisfaisante. Les créances douteuses augmentent, approchant 15% du total fin 2022. L'exposition des banques au risque souverain est source de vulnérabilités et le recours de l'Etat aux financements bancaires tend à évincer le secteur privé.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : Le sujet de la succession du Président P. Biya qui dirige le pays depuis 1982 se posera au plus tard en 2025, date des prochaines élections et pourrait être source d'instabilité. Les tensions sociales sont vives et pourraient être renforcées par l'accentuation des pressions inflationnistes. La situation sécuritaire demeure très tendue, dans les régions anglophones de l'Ouest du pays et la menace terroriste de Boko Haram persiste au Nord.
- **Climat des affaires** : la situation en termes de gouvernance ne montre pas d'amélioration notable. Les risques sécuritaires constituent un frein aux investissements étrangers.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : le Cameroun, faible émetteur de CO2 (137/ 145 pour les émissions par hab.) est très vulnérable aux changements climatiques (sécheresse, inondations...). Le Gouvernement a pris des engagements en matière de reforestation.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2017 et 2021 (% du total)

Exportations		Importations	
Chine	20,5%	Chine	17,3%
Italie	11,4%	France	9,1%
Pays-Bas	10,8%	Inde	4,5%
Inde	7,4%	Belgique	4,1%
France (6 ^{ème})	5,5%	Thaïlande	4,0%

Source: International Trade Center

Principaux produits échangés

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2017 et 2021 (% du total)

Exportations		Importations	
Pétrole, pdts pétroliers	49,0%	Pétrole	20,2%
Cacao	16,3%	Céréales	9,5%
Bois	13,6%	Machines, app. méca.	8,0%
Coton	5,7%	Machines, eqpts élect.	5,7%
Fruits	1,5%	Véhicules automobiles	5,5%

Source: International Trade Center

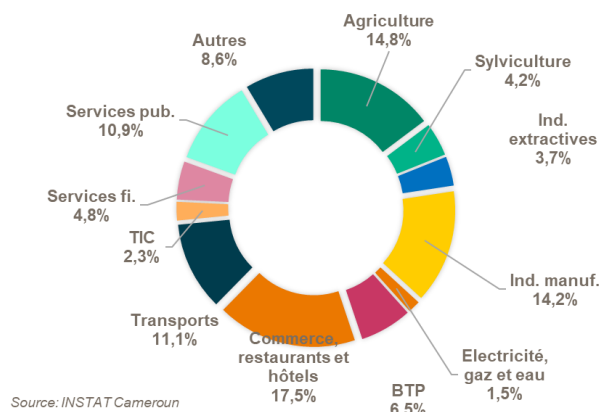


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

CAMEROUN		2018	2019	2020	2021	2022(e)	2023(p)	2024(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE								
PIB (Mds USD, courant)		40,0	39,7	40,9	45,4	43,7	48,6	52,6
	<i>Rang PIB mondial</i>	97	95	93	92	91	90	89
Population (Mns)		25,2	25,9	26,5	27,2	27,9	28,6	29,3
	<i>Rang Population mondiale</i>	54	54	54	53	51	51	51
PIB / habitant (USD)		1 586	1 533	1 539	1 667	1 566	1 700	1 794
Croissance PIB (%)		4,0	3,4	0,5	3,6	3,4	4,3	4,4
Inflation (moyenne annuelle, %)**		1,1	2,5	2,5	2,3	6,3	5,9	4,7
Part exportations manufacturées (% total exp.)*		6,2	NA	NA	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES								
Dettes publiques (% PIB)		38,3	41,6	44,9	46,8	46,4	42,8	40,4
Solde public (% PIB)		-2,4	-3,2	-3,2	-3,0	-2,3	-1,3	-1,1
Charge de la dette publique (% recettes budg.)		5,5	6,5	6,6	7,1	6,2	7,1	7,2
POSITION EXTERNE								
Solde courant (% du PIB)		-3,5%	-4,3%	-3,7%	-4,0%	-1,6%	-2,8%	-3,0%
IDE (% du PIB)**		1,6%	2,3%	1,4%	1,6%	1,9%	1,9%	1,9%
Réserves CEMAC (en mois d'importation B&S)		2,8	3,7	3,2	3,0	4,2	4,3	4,5
Dettes extérieures totales (% PIB)		30%	33%	32%	33%	35%	32%	31%
Dettes extérieures CT (% PIB)*		1,1%	1,0%	0,9%	1,4%	NA	NA	NA
Taux de change		572,9	583,9	534,6	579,2	615,0	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE								
Fonds propres / actifs pondérés		10,2	10,75	13,8	14,2	14,7	NA	NA
Taux de NPL		14,8	14,7	15,8	14,1	15	NA	NA
ROE		15,4	17,5	13,4	12,6	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE								
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*		191	192	191	191	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*		166	167	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT								
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a		137	129	129	129	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b		117	124	123	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c		NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions - Sources : FMI (WEO & REO avril 2023);*Banque Mondiale;**Oxford Economics;***Institut stat. Cameroun (2022)
a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Cameroun : part des secteurs dans l'activité (% PIB, 2021)





1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Une croissance dépendante des ressources naturelles**

Le Cameroun est l'économie la plus importante de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC¹) avec plus de 40% du PIB de la zone et environ la moitié de la population régionale.

La croissance du pays est essentiellement soutenue par la production agricole (cacao, café, bananes...) et sylvicole, pesant pour près du quart de la valeur ajoutée nationale.

Le Cameroun dispose d'importantes ressources naturelles, notamment de pétrole. La production est toutefois moins élevée que celle des autres pays pétroliers de la CEMAC² (Gabon, Tchad, Guinée Equatoriale, Congo). Le manque d'investissements et le déclin naturel des champs de pétrole limitent fortement les perspectives de production, qui pourrait baisser de 3% en 2022 selon les estimations de Fitch.

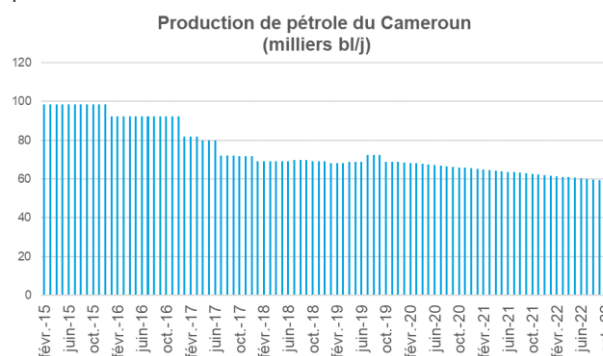
La production de gaz (GNL) est à l'inverse en progression, grâce notamment au lancement en 2018 de la production de l'unité flottante de Hilli Episeyo au large du port de Kribi. Le Cameroun est ainsi devenu le 2^{ème} pays au monde (après la Malaisie) à produire du GNL au moyen d'une unité flottante. La production pourrait atteindre 1,6 Mns t/ an en 2023 selon la Société Nationale des Hydrocarbures.

A plus long terme, le pays compte sur le développement de grands projets d'infrastructure régionaux pour soutenir sa croissance. Les secteurs des transports (routes et lignes ferroviaires vers le Nigeria et le Tchad) et de l'énergie (barrage de Nachtigal) sont notamment prioritaires. Dans le cadre de sa stratégie de développement à moyen terme (SND-30), les autorités ambitionnent également la progression de la production industrielle.

- **Reprise potentiellement atténuée par l'inflation**

L'économie camerounaise a évité la récession en 2020 puis a rebondi à 3,5% en 2021. En 2022, la croissance (3,4%) a été contrainte par le niveau élevé de l'inflation, la hausse des taux d'intérêt et les problèmes sécuritaires. L'inflation a commencé à ralentir en décembre 2022, à 7,3% après un pic (8,2%) en novembre. En 2023, la tendance devrait se poursuivre grâce à la modération des prix des biens alimentaires, toutefois partiellement compensée par hausse des prix du carburant en lien avec la suppression progressive des subventions. La réalisation des projets d'infrastructures du plan de développement et la poursuite de la montée en puissance de la production de gaz devraient tirer l'investissement et la production.

Mais le pays fait face dans le même temps à une baisse de la production de pétrole qui devrait peser sur les exportations et limiter l'accélération de la croissance.



Source: EIA - Energy Information Administration, United States

Le FMI prévoit **4,3% en 2023** et une stabilisation (4,4%) en 2024, comparable à la croissance moyenne annuelle sur la période 2011-19. **D'importantes incertitudes pèsent cependant sur ces prévisions**, notamment l'évolution de la situation internationale (conflit en Ukraine, prix des matières premières, conditions de financement et demande extérieure) mais aussi nationale (insécurité persistante dans les régions anglophones).

- **Situation fragile du secteur bancaire**

La capitalisation du secteur bancaire est correcte à 14,7% en 2022 (pour un minimum requis de 10,5%). Les créances douteuses ont augmenté en 2022 à 15% (+1pp). Les banques sont exposées aux risques souverains. Selon les données du FMI, le stock de titres souverains de la zone CEMAC (notamment de l'Etat camerounais, premier émetteur sur le marché régional) dans les bilans des banques camerounaises dépassait 22% des actifs fin T3 2023.

Deux banques en difficulté devraient être restructurées en 2023. Par ailleurs, l'Etat prévoit la privatisation de la Banque Commerciale du Cameroun. En août 2020, le FMI avait fait part de ses préoccupations concernant les banques exposées à la société de raffinage nationale SONARA. La compagnie avait en effet déclaré un moratoire unilatéral sur sa dette (795 Mds FCFA, soit 1,4 Mds\$, détenue au tiers par les banques) après la destruction de certaines de ses unités de production, à la suite d'un incendie fin mai 2019. Deux accords de restructuration signés en septembre 2020 et octobre 2021 avec les banques créancières prévoient un échelonnement de remboursement sur 10 ans. Les banques ont été dispensées des obligations de provisionnement.

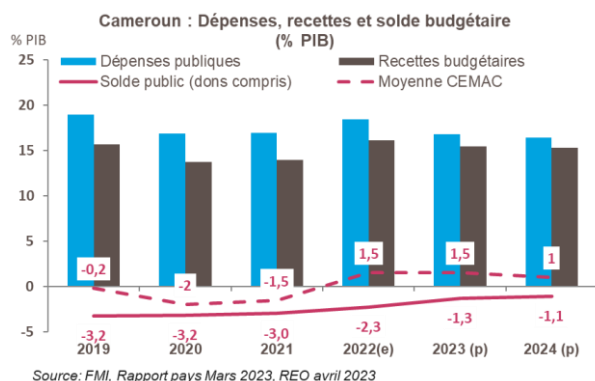
¹ Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale : Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée Equ., Tchad

² Moins de 65 000 bl/j en moyenne en 2021 pour le Cameroun contre plus de 270 000 pour le Congo, plus de 175 000 bl/j pour le Gabon, 140 000 pour la Guinée Equatoriale et 90 000 pour le Tchad.



2. FINANCES PUBLIQUES

- Des efforts de gestion des finances publiques



Après la nette détérioration des finances publiques en 2016 (grands projets d'infrastructure, chute des cours des matières premières, dépenses sécuritaires), le gouvernement était parvenu à ramener le déficit autour de -3% du PIB en 2019 et à le maintenir malgré les conséquences de la crise COVID.

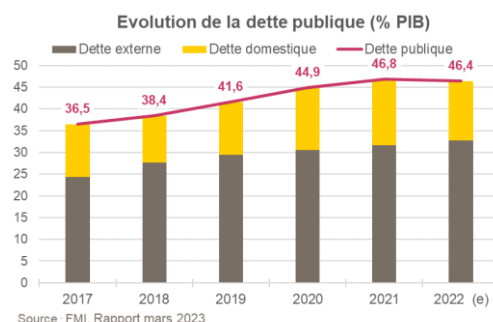
En 2022, le niveau élevé des cours des hydrocarbures a permis d'atteindre un déficit modéré (-2,3% du PIB). Le niveau des dépenses, en particulier les subventions sur les prix des carburants a cependant limité l'amélioration des finances publiques alors que la zone CEMAC dégageait un excédent moyen de 1,5% du PIB.

L'Etat a relevé les prix des produits pétroliers début 2023 (+20% en moyenne) afin de réduire les subventions, pour les ramener à 1,5% du PIB en 2023 (3% en 2022), avec l'objectif de les supprimer à l'horizon 2025. Les salaires minimum a été revalorisé de 15% et les salaires de la fonction publique de 5% en février 2023. Les mesures sociales de soutien devraient disparaître progressivement. L'amélioration du recouvrement des recettes (notamment des arriérés d'impôts auprès des entreprises publiques), pourrait permettre de ramener le déficit à -1,3% en 2023. Les incertitudes restent cependant grandes, notamment sur la capacité du gouvernement à maîtriser ses dépenses. La réduction des subventions pourrait être ralentie en fonction de l'évolution des cours mondiaux ; les transferts en faveur des entreprises publiques et les dépenses de sécurité/défense devraient rester élevées. Si le gouvernement souhaite maintenir ses plans d'investissement sans détériorer davantage le solde budgétaire, la progression des recettes hors pétrole sera nécessaire.

La situation financière des grandes entreprises publiques continue à faire peser un risque sur les finances publiques. Notamment celle de la société de raffinage nationale SONARA pour laquelle l'Etat a approuvé un plan de restructuration fin 2022.

La maîtrise du déficit budgétaire est pourtant indispensable pour assurer la soutenabilité de la dette.

- Le niveau élevé du service de la dette est source du vulnérabilité



La dette publique a progressé de manière continue jusqu'en 2021 et tendrait à se stabiliser autour de 46% du PIB en 2022. La hausse de la dette provient des besoins de financement liés au déficit public, mais aussi des conséquences de la dépréciation du FCFA face au dollar sur la dette externe.

La dette des entreprises publiques (SOE), composée essentiellement³ de celle de la compagnie de raffinage SONARA estimée à fin 2021 à 866 Mds CFA soit près de 1,5 Mds\$ (de l'ordre de 3,5% du PIB) est incluse dans la dette publique.

La dette publique est majoritairement externe (de l'ordre de 70% du total). La dette domestique est à 40% composée de titres de dette publique émis sur le marché domestique et régional (CEMAC). En septembre 2022, la maturité moyenne de la dette publique était de 8 ans⁴, en augmentation (7,2 ans en 2021) mais inférieure à l'objectif de 11 ans fixé par le gouvernement.

Le ratio de dette publique reste inférieur au niveau moyen de la dette publique de la CEMAC (50,3% du PIB en 2022)⁵. Mais le service de la dette camerounaise est élevé, alourdi par les échéances de dette court terme des entreprises publiques. Les échéances en principal et intérêts estimés à 4,4% du PIB en 2022 devraient atteindre 6% du PIB en 2023 soit de l'ordre de 40% des revenus de l'Etat. Leur montant pourrait baisser à partir de 2024 essentiellement grâce l'allègement du service de la dette locale.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- Forte dépendance au secteur primaire

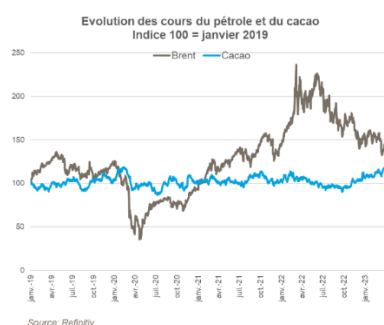
Les exportations du Cameroun sont dominées par des produits peu ou pas transformés, ce qui rend le pays vulnérable aux cours des matières premières. Les exportations de pétrole (environ la moitié du total) ont bénéficié de la hausse des cours courant 2022, mais l'effet positif a été atténué par la tendance à la baisse de la production. Les exportations de gaz devraient continuer à augmenter avec la montée en puissance de

³ 80% de la dette externe et 70% de la dette domestique des SOE

⁴ 9,1 ans pour la dette externe et 5,2 ans pour la dette domestique
FMI REO Avril. 2023



la production du site de Kribi, production GNL destinée principalement aux marchés asiatiques (notamment Corée du Sud et Inde), mais aussi au Koweït et à la Turquie.



Le cours du **cacao** (20% des exportations en moyenne sur 2016-2020), progresse peu dans un contexte de dynamique de la demande qui s'atténue et de stocks importants. Le rebond attendu en Chine (20% des exportations) ne devrait pas compenser le ralentissement prévu dans les économies européennes (plus du tiers des exportations). Les cours du pétrole comme du cacao devraient néanmoins rester élevés en 2023.

Le Cameroun, exclu des pays bénéficiaires de l'AGO⁶ depuis janvier 2020, ne bénéficie plus d'un accès privilégié au marché américain qui ne pesait cependant que de l'ordre de 2% dans les exportations. En avril 2023, les Autorités ont annoncé leur intention de relancer les négociations avec les Etats-Unis pour y être réintégré.

Les besoins d'importations restent élevés en énergie (le pays n'est pas autosuffisant en hydrocarbures), biens alimentaires, biens et services pour la réalisation des projets d'infrastructure.

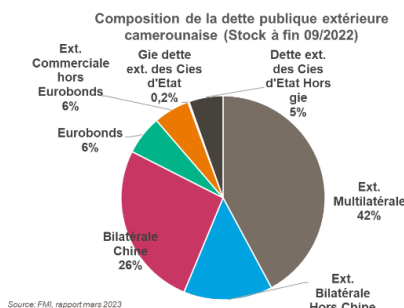
Les flux d'investissement devraient rester limités, freinés par la situation sécuritaire du pays et un contexte international peu favorable.

- **Un risque de surendettement extérieur tend à se réduire mais reste élevé**

La dette extérieure est quasi exclusivement (près de 95%) de la dette publique, composée majoritairement (plus de 85% à fin 2022) de dette multilatérale et bilatérale (26% du stock de dette extérieure et 65% de la dette bilatérale est détenu par la Chine). La dette est à 40% libellée en EUR, la durée moyenne d'échéance est de 9 ans et moins d'un quart est à taux variable.

⁶ Programme destiné à faciliter et encourager les exportations africaines vers les États-Unis

⁷ Seuil applicable aux pays à faible capacité d'endettement selon la méthodologie d'analyse de soutenabilité de la dette FMI/ Banque Mondiale



Le FMI a accordé au Cameroun un financement de 690 Mns\$ sur 3 ans en juillet 2021. L'Etat camerounais a émis un Eurobond en juillet 2021 (685 Mns€ à 5,95% sur 12 ans) lui permettant de refinancer 80% de celui en 2015 (750 Mns \$). Début avril 2023, le taux de l'Eurobond dépassait 12,4%. La dette commerciale représente cependant une faible part du total (12% environ).

Selon le FMI, la dette extérieure, qui avoisinait 35% du PIB en 2022 devrait progressivement se réduire à partir de 2023. Le niveau du service de la dette (amortissement et intérêts) rend néanmoins le pays vulnérable. Rapporté aux exportations, il dépasserait 17% en 2022, supérieur au seuil de 10% fixé par le FMI en termes de soutenabilité pour le Cameroun⁷. Le poids du service de la dette publique extérieure dépasserait 20% des revenus de l'Etat, très au-delà du seuil recommandé par le FMI (14%). Le FMI estime que ces indicateurs devraient être orientés à la baisse par la suite grâce à une gestion active de la dette en faveur des financements multilatéraux. Les risques restent élevés dans un contexte d'incertitudes sur l'évolution des prix des matières premières et des conditions de financement externes. Par ailleurs, la situation politique, sociale et sécuritaire peut peser sur l'attractivité du pays et pourrait limiter les capacités du gouvernement à réduire ses dépenses, donc à l'amélioration des finances publiques.

- **Tensions atténuées sur les réserves de la BEAC**

Le Cameroun, qui contribue à hauteur de 60% des réserves de la zone est, comme l'ensemble des pays de la CEMAC, **régulièrement confronté à des difficultés d'accès aux devises.**

En 2019, la BEAC avait mis en place un mécanisme⁸ visant à inciter les banques et les entreprises à rapatrier leurs devises afin d'atténuer les tensions sur la disponibilité de devises. Diverses autres mesures de contrôle des sorties de capitaux avaient également été mises en place. L'allocation exceptionnelle de 900 Mns DTS (1,3Mds USD environ) du FMI en août 2021 a également contribué à l'amélioration des réserves de change de la zone. En 2022, la hausse des prix des hydrocarbures a porté les réserves à près de 7 000 Mds FCFA (11,5 Md\$ environ), en hausse de 50% en g.a. et

⁸ « compromis de Douala »



couvrant plus de 4 mois d'importations, soit au-dessus du seuil de 3,5 mois recommandé par le FMI pour la CEMAC. La BEAC souhaiterait atteindre 9 000 Mds FCFA de réserves en 2025

- **Volonté de réforme du Franc CFA**

Les Etats de la zone CEMAC ont renouvelé en mars 2023 leur volonté de voir le F CFA réformé, comme l'a été la monnaie utilisée en UEMOA fin 2019. A ce stade, aucune décision n'a été prise, mais des mesures similaires à celles mises en vigueur pour la monnaie qui circule dans la zone franc d'Afrique de l'Ouest sont envisagées, notamment : le changement de dénomination et la levée de l'obligation de la BEAC de conserver une partie des réserves sur un compte du Trésor Français. L'indexation à l'euro, qui a permis de limiter les pressions sur la monnaie régionale, ne devrait pas être remise en cause, au moins à court terme.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Des tensions internes persistantes**

Paul Biya, au pouvoir depuis 1982, a été réélu pour un 7^{ème} mandat en octobre 2018. Son parti, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) a remporté 139 des 180 sièges⁹ de l'Assemblée nationale aux élections de février 2020. Le sujet de sa succession se posera au plus tard lors des prochaines élections (2025) et pourrait être source d'instabilité.

Les tensions politiques et sociales sont vives dans le pays, le régime de P. Biya étant contesté et toute manifestation d'opposition réprimée. Plus de 37% de la population vit sous le seuil de pauvreté. Selon les Nations Unies, 4 Mns de personnes (près de 15% de la population) avaient besoin d'aide humanitaire en 2021. L'inflation alimente le mécontentement de la population.

La situation sécuritaire est en outre dégradée dans les deux régions anglophones du nord-ouest et sud-ouest du pays. Les manifestations qui ont éclaté fin 2016 ont dégénéré en revendications indépendantistes de la part de mouvements séparatistes radicaux. Les affrontements entre l'armée régulière et les miliciens séparatistes se sont multipliés depuis 2017.

Le Président Biya avait lancé en septembre 2019 un « grand dialogue national » qui a abouti à une proposition de statut spécial pour les régions anglophones, qui est loin de faire l'unanimité. Par ailleurs, les régions du nord sont en proie aux attaques de Boko Haram, un groupe djihadiste basé au Nigeria, depuis 2013. La situation est également tendue aux frontières avec la Centrafrique à l'est du pays. En avril 2022, le Cameroun a signé un accord de coopération militaire avec la Russie.

⁹ 13 sièges n'ont pas été attribués suite à l'annulation du scrutin dans les deux régions anglophones

Le budget 2023 prévoit un fonds spécial (25 Mns \$) destiné à financer des projets dans les zones du Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. L'objectif est notamment de développer l'emploi. Mais les effets ne seront pas visibles à court terme.

- **Gouvernance et climat des affaires**

Bien que le Cameroun se situe dans la moyenne des pays de la zone CEMAC, son classement en matière de gouvernance témoigne de l'absence de progrès. Ses performances sont particulièrement faibles en termes de stabilité politique et de lutte contre la corruption. Le pays occupe la 142^{ème} place sur 179 du classement 2022 de Transparency International.

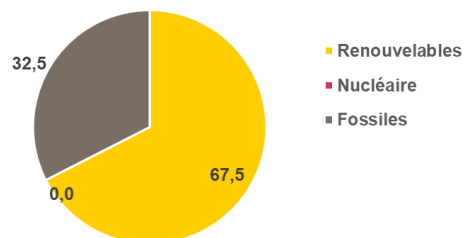
Par ailleurs, les tensions sécuritaires au sein du pays ont des répercussions négatives sur le climat des affaires

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le Cameroun est exposé aux risques liés au changement climatique (123 sur 181 pays selon l'indice de vulnérabilité ND Gain) : hausse des températures, sécheresse, vents violents et inondations. La déforestation s'est accélérée ces dernières années, conduisant les Autorités à s'engager dans la promotion d'une gestion durable des ressources. Le plan de développement à 30 ans (SND-30) fixe des objectifs en ce sens avec l'appui de la Banque Mondiale. **Le Cameroun est l'un des 105 pays signataires de la Déclaration de Glasgow¹⁰** de la COP26 et de la déclaration sur l'usage des terres visant à mettre fin à la déforestation et à reboiser.

Le Cameroun est faible émetteur de CO2 (129^{ème} sur 145 pour les émissions par habitants). Environ 2/3 de sa production d'électricité provient d'installations hydroélectriques. Plusieurs projets sont développés dans le domaine de l'énergie solaire, pour améliorer l'accès à l'électricité notamment dans les zones rurales.

Cameroun : production d'électricité par sources, en % (2020=8,74 TWh)



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022); Global and European Electricity review (Ember, 2022)

Le rapport sur la Contribution au niveau national actualisée à fin 2021 fait apparaître un **objectif de réduction de GES de 35% à l'horizon 2030** (-23% dans un scénario conditionnel et -12% inconditionnel).

¹⁰ La **Déclaration de Glasgow sur l'action climatique dans le tourisme** vise à réduire au moins de moitié les émissions mondiales du tourisme sur 10 ans et à zéro avant 2050.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary

Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays

baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre

Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie

as.fevre@bpifrance.fr

Adriana Meyer

Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est

adriana.meyer@bpifrance.fr

Victor Lequillier

MENA, Turquie, Chine, ASEAN

victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi

Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole*

sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Laetitia Morin

Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME

laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas Laboureau

Macroéconomie France, conjoncture ETI

thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.